

auraient déclaré qu'il restait encore à négocier certains détails délicats sur la question de la vérification.

Dans l'intervalle, le chancelier Kohl avait annoncé le 26 août que la République fédérale d'Allemagne se débarrasserait de ses missiles Pershing IA à condition que les États-Unis et l'Union soviétique rédigent, ratifient et mettent en vigueur un accord prévoyant le démantèlement de tous leurs missiles à moyenne et à courte portée. Les Soviétiques ont réagi avec circonspection, exprimant des réserves sur les «conditions préliminaires» imposées par les Allemands de l'Ouest relativement à la mise au rancart des missiles. Par la suite, l'Agence TASS a publié un rapport plus détaillé qui décrivait les conditions énoncées par le chancelier Kohl, sans préciser dans quelle mesure l'Union soviétique les jugeait acceptables.

La prochaine grande étape de ces négociations sur les INF, dont il faut dire qu'elles évoluent rapidement, est la réunion très attendue qui doit se tenir à Washington du 15 au 17 septembre prochain entre le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze et le secrétaire d'État américain, M. George Shultz. Au moment de mettre sous presse le présent numéro de *Paix et Sécurité*, le bruit courait que les deux ministres des Affaires étrangères vont profiter de cette occasion pour fixer la date d'un sommet entre MM. Reagan et Gorbatchev, à la fin de l'automne, sommet au cours duquel on pense que les deux dirigeants vont signer un traité sur les missiles à courte et à moyenne portée.

Interdiction totale des essais nucléaires (ITEN)

■ Au début du mois de juin 1987, des porte-parole de Washington ont révélé que M. Andronik Petrosyants, le négociateur en chef de l'Union soviétique pour l'interdiction totale des essais avait accepté, lors de pourparlers bilatéraux sur cette question, que les États-Unis utilisent leur méthode du câble sur place (CORTEX) pour mesurer les essais nucléaires des Soviétiques. Cette concession ferait partie d'un accord plus global sur la surveillance, en vertu duquel chacune des deux parties serait autorisée à procéder à des essais sur le territoire de l'autre. Les Soviétiques ont précisé qu'ils n'autoriseraient les États-Unis à se servir de cette méthode que s'ils acceptaient d'amorcer des pourparlers visant à limiter l'ampleur et le nombre des essais. Les Américains ont répondu

qu'ils accepteraient d'entreprendre ces pourparlers quand on aura pris des dispositions supplémentaires en matière de surveillance et que le Sénat américain aura ratifié le Traité sur les explosions nucléaires à buts pacifiques et le Traité sur la limitation des essais nucléaires.

Dans le cadre de la Conférence du désarmement à Genève, les pays socialistes ont présenté le 9 juin dernier un projet de traité sur l'ITEN intitulé «Dispositions fondamentales d'un traité visant l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires». Le projet de traité prévoit la création d'un institut des

mes de vérification, advenant la conclusion d'un traité sur l'interdiction des essais nucléaires.

Armes chimiques

■ Dans un discours prononcé devant la Conférence du désarmement le 6 août dernier, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, a annoncé que son pays était disposé à accepter le «principe des inspections obligatoires par mise en demeure sans droit de refus». M. Chevardnadze a également fait savoir que l'Union soviétique ouvrirait ses portes aux pays étrangers désirant visiter l'usine

Calendrier

Automne	Conférence de révision du Traité ABM, Genève
Décembre	Réunion de l'OTAN, Bruxelles

inspecteurs internationaux, ainsi que la mise sur pied d'un réseau international de stations sismographiques et l'exécution d'inspections obligatoires sur place.

L'Académie soviétique des sciences et le *Natural Resources Defense Council* (NRDC), un institut privé ayant son siège à Washington, ont renouvelé pour une période de quatorze mois leur accord sur la surveillance par des moyens sismographiques. En vertu de cet accord signé à l'origine au cours de l'été de 1986, des scientifiques américains ont été autorisés à installer des stations de surveillance sismographique près d'un polygone d'essai soviétique, et des scientifiques d'URSS ont pu faire de même aux États-Unis. Lorsque le moratoire soviétique sur les essais nucléaires a pris fin au mois de février dernier, les savants américains ont été informés que les stations sismographiques devaient être débranchées pendant les essais soviétiques. En vertu du nouvel accord, les Américains pourront continuer de suivre les tests soviétiques mais les stations sismiques ne pourront pas être placées à moins de 600 milles de l'emplacement des essais (soit environ cinq fois plus loin qu'auparavant).

Le 1^{er} septembre dernier, l'agence *Associated Press* signalait qu'un représentant du ministère soviétique de la Défense avait, pendant un discours prononcé à Washington, invité les États-Unis à mettre à l'essai un de leurs engins nucléaires en territoire soviétique. En échange, l'URSS voudrait être autorisée à faire exploser un de ses propres engins en territoire américain. Ces échanges permettraient de calibrer le matériel de surveillance des essais et ils contribueraient à renforcer les mécanis-

secrets de fabrication d'armes chimiques, située à Shikhandy. On estime que cette usine est le plus important centre de fabrication d'armes chimiques au monde. Les pays occidentaux siégeant à la CD ont favorablement accueilli cette invitation, qu'ils ont assimilée à un geste de bonne volonté de la part de l'URSS, et ils ont déclaré que la décision de ce pays d'accepter les inspections obligatoires constituait un important pas en avant. Les négociateurs continuent de croire à la conclusion d'un traité sur les armes chimiques en 1988.

Réduction des armes classiques

■ L'OTAN et le Pacte de Varsovie ont entrepris en février 1987 des discussions en vue de définir un nouveau mandat pour les négociations sur les armes et les forces classiques. Le 10 juillet, l'OTAN a proposé à la CSCE de créer un nouveau forum pour les négociations sur la réduction de ces armes. Les pays de l'OTAN n'avaient pas été en mesure jusqu'alors de s'entendre sur une quelconque proposition. En effet, la France voulait que les 35 pays de la CSCE, y compris les pays neutres et les pays non alignés, participent aux pourparlers. Les États-Unis avaient désapprouvé cette solution et avaient indiqué vouloir restreindre les discussions aux seuls membres des alliances de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

On est finalement parvenu à un compromis, et l'OTAN a proposé une double formule. Selon cette dernière, les 35 pays de la CSCE participeraient aux négociations quand elles se rapporteraient à la vérification, à l'échange d'informa-

tions militaires et à l'observation de manoeuvres militaires. Par contre, les négociations portant plus précisément sur les réductions d'armes classiques et de troupes ne feraient intervenir que les deux alliances. Les discussions entreprises entre les deux alliances sur la création d'un nouveau forum ont été interrompues à la fin de juillet et reprendront en septembre 1987.

Conférence sur les rapports existant entre le désarmement et le développement

■ Le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev a proposé que les quinze membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies organisent une réunion au sommet en vue de discuter de la façon dont les sommes économisées grâce au désarmement pourraient être affectées au développement économique. Il a par ailleurs proposé que l'ONU crée un fonds international dans lequel seraient déposées ces sommes, qui seraient par la suite distribuées aux pays en développement. Cette proposition a été faite le 25 août dans un message prononcé par M. Vladimir Petrovsky, un sous-ministre soviétique, à l'occasion de la Conférence internationale des Nations-Unies sur les rapports existant entre le désarmement et le développement. Le département d'État américain a rejeté la proposition soviétique, prétendant que le développement du tiers-monde et le désarmement étaient deux problèmes distincts. Les États-Unis n'ont pas participé à la Conférence.

Le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a prononcé un discours lors de la session inaugurale de la Conférence internationale. Tout en se disant favorable à la réduction des armements et à l'accroissement de l'aide aux pays en développement, M. Clark s'est montré sceptique quant à l'utilité du fonds de développement international proposé. À une conférence de presse tenue le 25 août dernier (*Canadian Press*), avant son discours devant les Nations-Unies, M. Clark a déclaré que le nouveau fonds «ne ferait rien de plus pour le développement... il entraînerait plutôt un accroissement du nombre de bureaucrates s'occupant du développement». M. Clark a poursuivi en disant : «Nous devons comprendre qu'il n'y a pas de raison de croire que les gouvernements consentiront à transférer les sommes investies pour ce qu'ils considèrent la sécurité au profit du développement.» □

- JANE BOULDEN